

## CRÉER SON ACTIVITÉ



# Le green business fait verdier l'économie



Désormais présente dans bien des domaines, la filière verte tend à remodeler les entreprises qui savent capter le potentiel qu'elle représente. Et ce, dans nombre de secteurs de l'économie. K

**“D**éveloppement durable”, “relance verte”, “préservation de l’environnement”, “green day”, “filiale verte”, “green business”, “croissance verte” : les vocables affluent et le domaine s’impose peu à peu. Preuve de son installation dans le paysage économique et des enjeux dont il est porteur : une semaine lui est consacrée et des salons pour le grand public ou réservés aux professionnels viennent périodiquement faire la synthèse des avancées de ce marché.

L'économie verte est-elle une réponse à la morosité de la conjoncture ? Une étude de la banque HSBC met en regard les différents projets que proposent les gouvernements dans leurs plans de relance respectifs. Avec des investissements écologiques à hauteur de 80,5 %, soit 30,7 milliards de dollars, la Corée du Sud occupe la première position des huit pays comparés. Néanmoins, en valeur absolue, ce sont les États-Unis qui se distinguent, avec un montant de

112 milliards de dollars, même si cela ne représente que 12 % du plan de relance américain. Juste derrière la Chine, qui se situe en deuxième place (37,8 %), la France vient en tête des pays du Vieux Continent. Sa part des investissements s'élève à 21,2 %. Ce qui caractérise l'Europe, c'est l'importance accordée à la réduction des émissions de gaz carbonique.

### UNE PRISE DE CONSCIENCE ABOUTIE

“À quoi sert un bilan carbone ?” était précisément le thème de l’un des rendez-vous qu’organise régulièrement le Club Génération Responsable. Il s’agit d’une association d’entreprises mobilisées autour du développement durable. Une préoccupation qui s’inscrit dans les grandes orientations du Grenelle de l’environnement, dont les travaux préparatoires à l’été 2007 ont abouti, dès octobre 2008, à une phase législative. La loi se déclinant en plusieurs volets.

Mais qu’est-ce que le développement durable ? Le rapport Brundtland (1987), du nom du Premier ministre norvégien, Gro Harlem Brundtland, en donne la définition suivante : “Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs”. Le besoin d’évaluation et de suivi étant incontournable, c’est ainsi que se dégagent onze indicateurs, en cohérence avec la stratégie européenne, cités par l’Insee. Ceux-ci sont regroupés par thèmes : le développement économique, le

transport durable, la conservation et la gestion des ressources naturelles, la santé publique, la prévention et la gestion des risques, l’inclusion sociale, la démographie et l’immigration, ainsi que la pauvreté dans le monde et les défis internationaux.

L’importance de l’enjeu a fait son chemin. En effet, “il apparaît globalement que les PME se trouvent à une période charnière de leur développement, entre une prise de conscience désormais aboutie et une volonté d’action souvent difficile à mettre en œuvre”, analyse le Centre régional d’observation du commerce, de l’industrie et des services (Crocis).

Depuis plus de six ans, le Crocis interroge les chefs d’entreprise franciliens sur leur connaissance du domaine et les avancées de cette politique dans leur structure. Il ressort du baromètre 2008 que la connaissance du développement durable dans les PME se stabilise après avoir régulièrement progressé les cinq années précédentes. Ainsi, 68 % des entrepreneurs franciliens répondent positivement, leur pourcentage rejoignant ainsi le niveau national.

Plus de la moitié (60 %) déclare le prendre en compte, même partiellement, “ce qui signifie qu’ils l’appliquent dans certains domaines”. Toutefois, “très peu d’entreprises ont mené une réflexion complète sur ce sujet, donnant lieu à une politique intégrée, applicable à tous les champs de l’entreprise et prenant en compte l’ensemble des piliers du développement durable”.



L'économie verte est-elle une réponse à la morosité de la conjoncture ?



Sous quelle forme le prennent-elles en compte ? C'est le respect de l'environnement qui est cité en premier (94 %), les pratiques commerciales et la gestion des ressources humaines viennent en deuxième position et ce, à égalité (63 %). Pour les PME qui ne le prennent pas en compte, c'est le manque d'incitation (42 %), avant le manque d'information (40 %), qui est la principale réponse.

### VOLONTÉ GOUVERNEMENTALE

Quels qu'ils soient, des obstacles existent. Ainsi, entreprendre une démarche de certification dans ce domaine demande un éclairage que bien des entreprises ne possèdent pas. C'était précisément l'une des thématiques proposées par le Club Génération Responsable, en partenariat avec Afnor, l'organisme de normalisation. Car la préservation de l'environnement passe aussi par ce type de démarche. C'est le choix qu'a fait la Salm (la Société alsacienne de meubles). Le fabricant de cuisines a en effet obtenu la certification NF Environnement Ameublement. Il s'agit d'un écolabel de la marque NE, propriété d'Afnor. "Le développement durable ne se décrète pas. Il est dans l'attitude de chacun, dans le management au quotidien. À des années-lumière de l'effet de mode", commente Anne Leitzgen, la présidente de la Salm.

De façon à soutenir les entreprises dans leurs ambitions environnementales, le gouvernement vient de lancer Ecotech 2012, ainsi que le



INDUSTRIE, DISTRIBUTION,  
SERVICES :  
LE SPECTRE EST LARGE  
OÙ SE NICHE  
LA CROISSANCE VERTE.

Comité stratégique des éco-industries. Une étude du Boston Consulting Group (BCG), remise au gouvernement courant décembre, montre le potentiel de croissance de ces activités d'ici dix ans et leur impact en matière de produit national brut, de création d'emplois et de développement positif pour le commerce extérieur.

Il ressort de l'étude que c'est sur des évolutions fortes des modes de consommation et de production que trouvera appui la révolution verte, à condition qu'elle bénéficie de mesures politiques, fiscales et législatives, afin de favoriser le développement de ce secteur. Le label Écoterritoire vise à accompagner les entreprises dans cette voie. Sept territoires en sont pourvus.

Des entreprises s'engagent, des initiatives se font jour. Et le green business s'organise en salon. C'est ainsi, qu'à Lyon, le Salon des énergies renouvelables, celui des énergies, du confort climatique et de l'eau (Énéo), celui de la performance du bâtiment et de la construction durable (BlueBat), ainsi

que le Salon du bois dans la construction, de la machine à bois et des composants (Eurobois) jouent la complémentarité des secteurs pour séduire les acteurs de la croissance verte.

### ENRICHIR SON OFFRE

Les énergies renouvelables affichent en effet leur potentiel et représentent un axe de croissance. Ainsi, ces dernières font partie des nouveaux services, avec la gestion locative et la défiscalisation, que propose l'enseigne d'agences immobilières Solvimo. Elle exprime sa marque au travers d'un réseau de plus de cent cinquante agences qui se développent en franchise. Cette nouvelle offre, consistant en la mise en place de pompes à chaleur et de panneaux solaires photovoltaïques, vise à répondre à la demande d'acquéreurs qui souhaitent améliorer leur nouvel habitat. Un nouvel axe de développement rendu possible par l'entrée des dirigeants du groupe Equalliance (services immobiliers) au capital de Solvimo.

Industrie, distribution, services : le spectre est large où se niche la croissance verte. Et elle reconfigure les villes. Grand Angle, le projet de centre commercial de la société Sopic à Montreuil-sous-Bois (93), en témoigne. Il s'inscrit dans le cadre d'une démarche de qualité environnementale des bâtiments et fait partie du programme de requalification urbaine de "l'hyper centre-ville". Il s'étendra sur quelque 10 700 mètres carrés sur la place de la mairie et comprendra une grande surface alimentaire, un supermarché, une moyenne surface d'équipement de la personne, ainsi que trente boutiques, restaurants et services.

Le green business fait verdier l'économie. Ses domaines d'élection sont variés et les secteurs où il intervient largement représentés. ■



Panneaux solaires, pompes à chaleur les énergies renouvelables représentent un axe de croissance